

CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE de la fouille archéologique préventive sise à :

RÉGION : **NORMANDIE**

DÉPARTEMENT : **EURE**

COMMUNE : **EVREUX**

Lieu-dit ou adresse : **Déviation sud-ouest – Forêt d'Evreux**

Cadastre : **BD 496**

relative au projet d'aménagement : **Déviation sud-ouest d'Evreux**

En application de l'article 2 de l'arrêté n° 28-2024-520, la fouille préventive sera réalisée conformément au cahier des charges scientifique ci-après :

1. Contexte : présentation du site et intérêt scientifique.

1.1. Présentation du site.

Un diagnostic archéologique correspondant à une section de la déviation routière contournant l'agglomération d'Evreux par le Sud-Ouest a été réalisé par l'INRAP, opération coordonnée et financée par la DREAL de Normandie.

L'ensemble des diagnostics archéologiques conduits dans le cadre de la déviation routière a été particulièrement fragmenté depuis son origine et cette phase est l'une des dernières à être réalisée. Elle correspond à la section 1 du phasage archéologique établi dans le cadre de l'arrêté 28-2020-400 du 30 septembre 2020.

Le contexte est celui de la forêt communale et domaniale d'Evreux, où aucun site archéologique n'était connu auparavant, mis à part la présence d'une agglomération antique dans la partie située en contre-bas, en pied de versant de la vallée de l'Iton. La présente opération a porté uniquement sur le plateau.

Malgré les contraintes techniques liées à une intervention en contexte forestier, le diagnostic a permis de révéler la présence de vestiges bâtis et fossoyés. Il confirme le développement du boisement postérieurement à la période gallo-romaine et la présence au début de notre ère d'une activité probablement agricole sur le plateau sud d'Evreux.

1.2. Intérêt scientifique des vestiges

Les vestiges mis en évidence comportent des éléments bâtis et des structures fossoyées. Ponctuellement, des vestiges de sols pourraient être conservés. Les bâtiments semblent être situés à l'intérieur d'un espace délimité (enclos ou large parcelle). Ils sont répartis en deux secteurs (A et B de la prescription) qui montrent une cohérence d'organisation qui laisse supposer que nous sommes en présence d'un

ensemble structuré, sans doute lié à la gestion du terroir (exploitation agricole et/ou technique).

2. Objectifs et principes méthodologiques.

2.1. Objectifs généraux

L'objectif de la fouille est de préciser l'organisation et la chronologie du site et de caractériser la fonction des différents bâtiments, des structures ou des espaces rencontrés. La lecture de l'organisation spatiale sera une dominante des travaux archéologiques à conduire. Elle s'appuiera sur la chronologie relative (stratigraphie) et absolue (mobilier, ^{14}C etc.).

La question de la relation entre les ensembles A et B sera abordée avec méthode. L'espace intermédiaire (noté C sur le plan joint) pourra être considéré comme une cour à l'intérieur d'une vaste parcelle bâtie ou comme un séparateur de deux zones bien distinctes et non encloses, juste appuyées sur des limites parcellaires fossoyées.

Pour l'élaboration du projet scientifique d'intervention, l'opérateur prendra connaissance du rapport de diagnostic archéologique relatif au site concerné et consultable à la Direction régionale des affaires culturelles de Normandie, Service régional de l'archéologie, ainsi que de l'ensemble de la documentation nécessaire à la préparation et au bon déroulement de l'opération.

2.2. Méthodologie et moyens.

La fouille débutera par le décapage exhaustif de la zone principale (A) de l'annexe graphique) sur une surface d'environ 13 000 m². Ensuite le décapage de la zone secondaire (B) située plus à l'est et distante de la zone A d'une centaine de mètres sera effectué sur une surface d'environ 2 500 m². La zone intermédiaire (C) sera investiguée par des ouvertures complémentaires (tranchées, sondages courts ou fenêtres) d'une surface totale maximale de 1 000 m².

Le décapage visera à respecter des niveaux distincts selon la lisibilité des vestiges présents (éléments bâtis en élévation par rapport au niveau de décapage général et aux structures en creux déjà visibles sur le terrain (fossés, fosses ou mares).

Les difficultés de décapage liées à la présence de nombreuses souches sur le terrain seront traitées au cas par cas. Certaines souches seront arrachées dès le décapage en cherchant toujours à limiter l'impact de son extraction, d'autres seront laissées en place pour l'intervention manuelle et ne seront extraites que si cela s'avère indispensable dans un second temps avec l'aide d'un mini-pelle.

Si le décapage intégral de la zone C s'avérait indispensable, il sera réalisé dans le cadre d'une tranche optionnelle de la fouille (voir § Tranche optionnelle ci-dessous).

La collecte du mobilier sera rigoureuse. Le mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques, y compris du mobilier, devra faire l'objet d'une présentation détaillée et argumentée dans le projet scientifique d'intervention.

L'ensemble des structures en creux (hors fossés) fera l'objet d'une fouille partiellement manuelle afin de préciser la stratigraphie et bien définir les recoupements. Les fosses, trous de poteaux, silos et structures de combustion seront fouillés d'abord par moitié puis intégralement si la présence d'artefacts ou d'écofacts est avérée. Une mécanisation raisonnée de cette fouille sera pratiquée. La fouille de structures isolées pourra être totalement mécanisée, sauf dans le cas de découverte de structures complexes et/ou abondantes en mobilier.

La partie Est de la zone A fera l'objet d'une lecture fine des anomalies en raison de la difficulté de lecture des trous de poteaux inhérente au contexte forestier.

Les fossés seront fouillés majoritairement de façon mécanisée, sauf en cas de présence de lot de mobiliers pouvant mettre en évidence des pratiques de « dépôts » ou de phénomène de gestion des déchets d'un habitat voisin. Dans ces cas, la fouille manuelle s'impose.

Des collectes de prélèvements devront être envisagées au droit des différents bâtiments identifiés afin de caractériser les éventuels sols présents (micromorphologie pour comprendre la structure du sol, dosage de phosphates ou autres traceurs chimiques pour identifier les usages).

Certaines structures en creux pourraient avoir conservé de la matière organique. Les prélèvements seront envisagés en conséquence.

La fouille sera conduite en fonction des impératifs de la recherche et en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des règles de sécurité. L'organisation générale du chantier devra se conformer à la réglementation en vigueur relative aux conditions d'hygiène et de sécurité définies par le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

Tranche optionnelle :

Comme défini plus haut, une tranche optionnelle sera prévue pour le décapage intégral de la zone C et la fouille des structures mises au jour, à réaliser dans les mêmes conditions que pour les autres secteurs de fouille. Elle génèrera une présence effective sur le terrain de l'équipe archéologique durant une semaine supplémentaire environ (décapage compris).

Cette tranche optionnelle ne pourra être engagée qu'après validation par le Service régional de l'archéologie.

2.3. Prescription particulière.

Un détecteur à métaux devra être utilisé, en particulier immédiatement après le décapage, afin de récolter l'intégralité du mobilier métallique et de prévenir d'éventuelles dégradations.

2.4. Post-fouille.

Une réunion avec le responsable d'opération sera organisée à la fin de la phase de terrain afin d'organiser la post-fouille, les moyens spécifiques à mettre en œuvre et le calendrier des travaux à venir, en concertation avec le SRA.

Le responsable de la fouille s'appuiera sur l'état des connaissances actuelles en cherchant à replacer le site dans le contexte chrono-culturel local en fonction des différentes périodes chronologiques abordées.

La phase d'étude post-fouille et de rédaction du rapport final d'opération sera d'une durée au moins équivalente à celle du terrain. L'équipe qui en sera chargée sera composée du responsable, d'un spécialiste PAO/DAO et des techniciens et spécialistes intervenant sur les études de mobilier ou environnementales. D'une manière générale, le responsable de l'opération s'entourera de toutes les compétences extérieures à son équipe qui pourront l'aider dans ses choix méthodologiques et ses interprétations. L'opérateur devra garantir son engagement à mettre en place les moyens adaptés pour assurer tout au long de l'opération, et notamment en phase d'étude, la disponibilité des spécialistes nécessaires à la tenue des objectifs prescrits, ainsi que les moyens de réaliser les analyses (datations radiocarbone, sédimentologie, anthracologie, carpologie, etc.) nécessaires à la tenue des objectifs prescrits. Il devra garantir la disponibilité tout au long de l'opération des moyens nécessaires pour conduire ces travaux et analyses dès lors qu'ils seront nécessaires à la tenue des objectifs scientifiques de l'opération.

Études et analyses spécialisées spécifiques à prévoir :

Une étude céramologique ainsi qu'une étude du mobilier lithique, métallique et de l'instrumentum seront nécessaires pour clarifier la chronologie de l'occupation.

L'analyse spatiale permettra d'identifier les fonctions des différents ensembles étudiés. Une étude archéozoologique (faune et malacofaune) sera conduite sur les ensembles chronologiquement les mieux datés, si le corpus le mérite.

Des études éclairant le paléoenvironnement et/ou des pratiques agraires et/ou culinaires (xylogie, anthracologie, palynologie, carpologie) seront réalisées si la conservation des écofacts le permet.

DSA :

Pendant la durée de garde, le responsable scientifique de l'opération archéologique doit :

- assurer la sécurité des biens archéologiques mobiliers ainsi que la conservation préventive et, en tant que de besoin, la mise en état pour étude des biens, en application de l'article R.546-1 du code du patrimoine ;
- dresser l'inventaire des biens et l'annexer au rapport d'opération en application du 2^e alinéa de l'article R.546-4 ;
- proposer à l'État une liste des biens archéologiques mobiliers susceptibles de ne pas être sélectionnés en application de l'article L.546-2 et du 3^e alinéa de l'article R.546-4. Cette liste est intégrée à l'inventaire des données scientifiques.

Il devra informer immédiatement la Conservatrice régionale de l'archéologie de toute découverte archéologique immobilière ou mobilière d'intérêt majeur et prendre les mesures conservatoires préventives nécessaires.

3.2. Durée prévisible de l'opération.

À titre indicatif, la fouille aura une **durée minimale de 45 jours ouvrés** (décapage compris). Les fouilles des secteurs A et B pourront être réalisées de façon simultanée ou successive. La fouille intégrale du secteur C, si la tranche optionnelle est affirmée, prolongera cette durée minimale du temps nécessaire à cela.

4. Rapport.

Le rapport final d'opération devra intégrer les données de l'opération de diagnostic. Il devra être remis au **maximum 24 mois** après la fin de l'opération sur le terrain. Ce délai pourra être prolongé en fonction des durées de restitution des études spécialisées attendues, sans pouvoir dépasser la durée de 5 années pleines après la fin de la phase terrain.

Le rapport de fouille devra être rédigé en français ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération archéologique.

Le rapport devra comporter tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques, notamment une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération, par rapport à l'occupation du sol dans ce secteur, et par rapport aux problématiques actuelles concernant cette période.

La documentation scientifique et le mobilier issus de l'opération archéologique seront remis au SRA Normandie conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation et conformément aux prescriptions précisées ci-après.

Le conservateur régional adjoint de l'archéologie



Fabrice HENRION

L'opérateur proposera un protocole de tri et de traitement des biens archéologiques mobiliers pour identification et étude comprenant les mesures conservatoires éventuellement nécessaires.

Il devra également prévoir et décrire les moyens nécessaires pour assurer les travaux de mise en état pour étude et conservation préventive des mobiliers fragiles (notamment traitement d'urgence, prélèvement, radiographie, tomographie... en particulier pour le mobilier métallique). Le ou les lieux de garde des biens archéologiques mobiliers et données documentaires issus de la fouille jusqu'à leur remise à l'État lors de la remise du rapport final, seront précisés dans le projet d'opération. Le service régional de l'archéologie sera informé de tout mouvement du mobilier en dehors de la région Normandie.

Le mobilier notamment donnera lieu à un traitement conservatoire dès la phase de fouille. À cet effet le responsable de l'opération fera appel, en tant que de besoin, à la participation de spécialistes ou de laboratoires compétents pour le prélèvement, le traitement et l'étude du mobilier issu de la fouille. En cas de mesures conservatoires particulières sur un objet, une fiche de suivi indiquant le mode de traitement et le lieu de stockage sera attachée à chacun d'entre eux.

Les relevés graphiques devront être localisés sur un plan cadastral et une restitution de la cote d'apparition des vestiges ainsi que l'épaisseur des terres décapées devra être figurée. Les limites de fouille et l'ensemble des vestiges devront être géolocalisés précisément (système de projection Lambert 93) sur un fonds cadastral à une échelle lisible. Les plans et coupes seront dotés de cotes NGF.

3. Composition de l'équipe et durée prévisible de l'opération.

3.1. Composition de l'équipe.

L'opérateur d'archéologie préventive devra être agréé pour la période gallo-romaine.

Le responsable de l'opération devra être un spécialiste de la période antique. Le curriculum vitae de ce responsable devra permettre de juger de sa compétence scientifique (rapports d'étude, publications...). L'intervention régulière d'un topographe doit être prévue.

La présence effective du responsable d'opération sera requise pendant la totalité de l'opération de terrain et de post-fouille.

Le responsable informera de manière régulière par courrier ou messagerie électronique la Conservatrice régionale de l'archéologie de l'état d'avancement de l'opération et de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour la fouille préventive (travaux de terrain et phase d'exploitation des données). Il prendra toutes les mesures conservatoires qui s'imposent pour le mobilier archéologique mis au jour.